



Christian Laval, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*

Paris : La Découverte, 2018

Jean Guichard



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/osp/8607>
ISSN : 2104-3795

Éditeur

Institut national d'étude du travail et d'orientation professionnelle (INETOP)

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2018
Pagination : 551-556
ISSN : 0249-6739

Référence électronique

Jean Guichard, « Christian Laval, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale* », *L'orientation scolaire et professionnelle* [En ligne], 47/3 | 2018, mis en ligne le 01 mars 2019, consulté le 07 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/osp/8607>

Ce document a été généré automatiquement le 7 mai 2019.

© Tous droits réservés

Christian Laval, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*

Paris : La Découverte, 2018

Jean Guichard

RÉFÉRENCE

Christian Laval, *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*. Paris : La Découverte, 2018

- 1 Il n'est pas habituel de publier dans *L'Orientation Scolaire et Professionnelle* la recension d'un ouvrage centré sur une question de philosophie politique. En l'occurrence : qu'est-ce que le néolibéralisme ? En quoi diffère-t-il du libéralisme « classique » ? Le livre que vient de publier Christian Laval devrait cependant susciter, chez les professionnels accompagnant les personnes dans la construction de leur vie active, de telles réflexions sur leur métier, que sa présentation s'impose.
- 2 Christian Laval s'appuie sur les travaux de deux des chercheurs français majeurs du XX^e siècle : Pierre Bourdieu et Michel Foucault. Comment l'un et l'autre ont-ils analysé le néolibéralisme ? En quoi leurs conceptions se rapprochent-elles ? Quelles sont leurs divergences ? Dans quelle mesure leurs approches permettent-elles de comprendre le monde d'aujourd'hui ?
- 3 Pour Foucault, le néolibéralisme est un nouveau mode de gouvernementalité qui se distingue des précédents par le fait qu'il organise le milieu d'une manière telle que les individus s'y conduisent « librement » en fonction des modalités de cette organisation. Foucault définit la gouvernementalité comme l'ensemble des techniques concrètes par lesquelles les conduites individuelles sont dirigées. Gouverner, c'est organiser le champ d'action des autres. Le concept de « gouvernementalité » prit au fur et à mesure des recherches de Foucault un sens de plus en plus large : « interchangeable avec 'l'art de gouverner' ou la 'rationalité gouvernementale' » « [il désigna finalement] « les manières très concrètes, souvent fines et invisibles dont on conduit les individus. Il concerne donc le type d'action qui permet qu'un individu fasse ce qu'un autre individu attend de lui,

mais aussi les façons dont les individus s'y dérobent. Avec ce concept, ce sont les dispositifs, les cadres, les 'milieux' qui sont mis au centre de l'analyse, et qui constituent autant de conditions au travers desquelles peuvent se déployer des conduites voulues » (Laval, 2018, pp. 34-35). Ainsi, peut-on dire, en se référant au cadre d'analyse foucauldien, que décider que, pour leur admission à l'université, les lycéens doivent présenter une lettre décrivant leurs motivations pour les études qu'ils envisagent est un exemple prototypique d'une technique de gouvernementalité néo-libérale.

- 4 Foucault considère que le néolibéralisme est une synthèse de l'ordolibéralisme allemand (initié par Walter Eucken) et de l'anarcho-capitalisme américain de l'École de Chicago (notamment : Milton Friedman) et du modèle du capital humain de Gary Becker. L'ordolibéralisme naît de la nécessité de refonder la souveraineté de l'État sur d'autres bases que celles du nazisme (l'idéologie selon laquelle celui-ci devait avoir pour finalité de permettre à la race supérieure, dont il émanait, de réaliser pleinement ses potentialités). Ce nouveau fondement, c'est l'idée selon laquelle l'État allemand trouve sa légitimité dans la prospérité de la population que produit la liberté économique du marché. Pour sa part, l'anarcho-libéralisme américain vise à instituer une politique sociale privatisée, c'est-à-dire une privatisation des mécanismes d'assurance. Selon cette conception, « tous les domaines de l'existence relèvent de l'entreprise, car toute activité est assimilable à une production et est régie par un calcul de rentabilité. C'est 'l'entrepreneuriat' (*entrepreneurship*) comme faculté humaine générique, associée à la théorie du capital humain, qui est mise en avant » (...). Le travailleur est identifié à un capital de compétences (*abilities*) qui lui rapporte des flux de revenus (*income stream*). Subjectivement, l'individu n'est plus assimilé à une force de travail avant un prix sur un marché – comme c'était le cas dans l'économie classique et chez Marx – mais à une entreprise devant être gérée selon une rationalité spécifique. Ou plus exactement, le travailleur n'a plus une force de travail à vendre, il a un capital de compétences à gérer selon une logique de maximisation du résultat de ses investissements. La nouveauté tient donc dans la conception de l'individu comme entreprise ou, mieux, comme 'entrepreneur de lui-même' (Foucault, M. 2004, *La naissance de la biopolitique. Cours au Collège de France 1978-1979*, p. 232. Paris : EHESS, Gallimard, Seuil) (...). En effet, le sujet néolibéral est conduit à s'identifier à une entreprise en se comportant selon des impératifs de maximisation des investissements dans tous les domaines de l'existence : la consommation, l'éducation, la santé, l'amour, le mariage, l'immigration, la fécondité, la criminalité, etc. » (Laval, 2018, pp. 53-55).
- 5 Pour Foucault, « la clé de la rationalité néolibérale, c'est le gouvernement des hommes par une régulation concurrentielle de la société, dont la condition historique est la *gouvernementalité* de l'*homo oeconomicus* ou, pour être plus précis, le devenir gouvernable de l'*homo oeconomicus*, sa transformation en homme néolibéral. Foucault l'affirme tout à fait explicitement : 'L'*homo oeconomicus*, c'est celui qui est éminemment gouvernable' (Foucault, 2004, *La naissance de la biopolitique*, p. 274). Il est gouvernable par 'une intervention de type environnemental' (Foucault, 2004, *La naissance de la biopolitique*, p. 265) qui agit non pas directement sur les joueurs eux-mêmes, mais indirectement sur les règles du jeu. Le néolibéralisme redéfinit donc à la fois le sujet économique comme être adaptable aux variables du marché et la fonction du gouvernement comme art de créer et d'entretenir les conditions de fonctionnement du marché. La redéfinition de l'*homo oeconomicus* comme 'capital humain' et comme 'firme' proposée par Gary Becker est ainsi le corrélatif d'une action sur le milieu, soutenue par les ordolibéraux allemands sous

le nom de 'politique de société', de 'politique du cadre' ou encore de 'politique de la vie' (*Vitalpolitik*). Cette 'politique de société' consiste à agir sur l'environnement social (*die soziale Umwelt*), dans le but d'orienter la conduite des individus (Foucault, 2004, *La naissance de la biopolitique*, p. 152) » (Laval, 2018, p. 63).

- 6 En résumé, le néolibéralisme consiste dans l'affirmation selon laquelle « la société doit être dirigée et réglée par le « jeu » de la concurrence – concurrence externe entre économies nationales, concurrence interne entre entreprises et entre individus. La concurrence et le modèle entrepreneurial constituent un certain régime inédit de gouvernement des conduites dans lequel le mode d'imposition de la norme ne sera plus le même que dans la Souveraineté ou dans la discipline, et ceci bien au-delà de la 'sphère économique' au sens habituel du terme. Cela suppose la mise en place de dispositifs nouveaux qui, sur le plan théorique au moins, donneraient à chacun de quoi survivre dans un monde où la concurrence est la règle. Ce ne sont plus les principes de solidarité et de redistribution, encore moins d'égalité, qui sont aux commandes, mais la concurrence. Exclusion et égalité des chances en seront les maîtres-mots (Foucault, 2004, *La naissance de la biopolitique*, p. 207) » (Laval, 2018, pp. 119-120).
- 7 Pour Bourdieu, le néolibéralisme est une révolution conservatrice. Initialement, sa sociologie considérait en effet l'histoire des sociétés comme celle de l'autonomisation progressive des champs sociaux. Durkheim avait noté que, dans les sociétés modernes, l'intégration sociale ne se réalisait plus par l'enveloppement de toutes les activités par des représentations de type religieux mais par des relations plus horizontales entre des activités spécialisées (c'est l'opposition entre « solidarité mécanique » et « solidarité organique »).
- 8 « L'apport de Bourdieu a consisté à montrer que ces activités spécialisées constituent des sous-ensembles sociaux intégrés et intégrateurs qui ont leurs lois propres, et dont on peut étudier la structure interne et les rapports de lutte qui s'y tissent, mais également la structure de leurs relations réciproques, c'est-à-dire des rapports d'opposition, de concurrence, de domination autant que de complémentarité qu'ils entretiennent (Bourdieu, P. 1997, *Méditations pascaliennes*, p. 123. Paris : Seuil, Liber) » (Laval, 2018, p. 207).
- 9 Le concept de champ désigne précisément chacun de ces sous-ensembles dont le champ littéraire ou le champ académique sont des exemples. La révolution conservatrice du néolibéralisme a consisté à faire reconnaître comme principe ultime de légitimité dans tous les champs celui déterminant la valeur dans le champ économique : à savoir, l'accumulation du capital économique. Pour rendre compte de cette « révolution symbolique » constituant aux yeux de Bourdieu un « changement de civilisation », celui-ci s'appuie sur le concept de « champ du pouvoir » : un champ spécifique où se dispute la hiérarchie des champs. C'est un espace de luttes dans lequel les agents sociaux dominant dans leurs champs respectifs luttent pour faire valoir dans tous les champs le type de domination qui légitime leur position dominante dans leur propre champ. L'enjeu de cette lutte, c'est celui de la domination d'une forme de capital (en l'occurrence : le capital économique) sur toutes les autres formes (notamment sur le capital culturel). Dans ce nouveau contexte, l'œuvre d'art reconnue comme prototypique de la beauté, ce n'est plus celle qui correspond aux critères fondamentaux du jugement de beauté dans le champ artistique (par exemple : celle qui innove par les recherches formelles sur lesquelles elle s'appuie), c'est celle qui se vend à grand prix et trouve une place privilégiée dans les fondations artistiques des riches administrateurs et propriétaires de sociétés

industrielles, commerciales et financières. Le paradoxe est que c'est l'État qui devient alors l'agent d'un développement général des marchés. Il n'est plus le lieu d'une solidarité garantissant une certaine satisfaction des besoins de chaque citoyen. Il est désormais l'instance qui organise la mise en concurrence des institutions, des organisations et des citoyens en mettant « en place des marchés dans des domaines qui jusque-là échappaient à leur logique, comme la santé ou l'éducation » (Laval, 2018, p. 219).

- 10 Foucault et Bourdieu analysent donc le néolibéralisme de manières différentes. Leurs vues se rejoignent cependant sur au moins quatre points. Le premier est que le néolibéralisme « produit » un nouveau type d'être humain : l'homme économique, qui doit gérer son existence comme une entreprise. Placé dans des situations de concurrence, il doit être capable de faire les meilleurs investissements possibles afin de satisfaire au mieux ses intérêts. Le deuxième point d'accord est que la mise en place de ce néolibéralisme est un processus de construction d'institutions, de normes, de lois et de subjectivités. Ce n'est donc pas, comme l'affirment ses thuriféraires, une simple destruction des freins à la liberté d'entreprendre. Le troisième accord est une critique des analyses marxistes selon lesquelles le capitalisme serait une infrastructure déterminant la superstructure (à savoir : l'organisation de l'État) : une action normative et symbolique de l'État est nécessaire à son expansion. Ils s'accordent enfin sur le rôle de l'intellectuel confronté à l'ordre existant. Foucault l'a résumé ainsi dans un entretien inédit : « Je crois que son rôle est précisément de montrer perpétuellement comment ce qui semble aller de soi dans ce qui fait notre vie quotidienne est en fait arbitraire et fragile et que nous pouvons toujours nous soulever. Et qu'il y a perpétuellement et partout des raisons pour ne pas l'accepter, la réalité telle qu'elle nous est donnée et proposée » (Laval, 2018, p. 252).
- 11 Cette remarquable synthèse de Christian Laval (dont on peut regretter qu'elle ne se présente pas comme un véritable outil de travail intellectuel avec bibliographie et index des mots-clés) conduit à s'interroger sur la fonction des professionnels de l'accompagnement à l'orientation. Celle-ci consiste-t-elle simplement à aider les personnes à donner une direction à leur vie dans le cadre des normes de l'État libéral ? C'est-à-dire : leurs interventions doivent-elles concourir (comme c'est généralement le cas du « coaching ») à leur subjectivation d'*homo economicus* ou – pour le dire avec le vocabulaire de Bourdieu – être un adjuvant au développement d'un habitus de détenteur de capital humain à faire fructifier ? C'est sans aucun doute la vision de cette fonction que partagent ceux formant ce que Bourdieu a nommé « la Noblesse d'État ». Peut-on s'en satisfaire ? Cet enfermement « présentiste » (pour reprendre le vocabulaire de François Hartog) de l'accompagnement à l'orientation ne conduit-il pas inéluctablement l'espèce humaine à la catastrophe de notre écosystème, une catastrophe que vise à prévenir, par exemple, la résolution – adoptée par l'Assemblée générale de l'ONU de 2015 – visant à « transformer notre monde » ? Les impératifs définis par cette résolution ne pourraient-ils pas être le fondement de cette espérance, dont Foucault affirmait qu'il nous fallait la réinventer ? « Il n'y a plus sur la terre un seul point d'où pourrait jaillir la lumière d'une espérance. Il n'existe plus d'orientation. [...] Il nous faut tout recommencer depuis le début et nous demander à partir de quoi on peut faire la critique de notre société dans une situation où ce sur quoi nous nous étions appuyés jusqu'ici pour faire cette critique, en un mot l'importante tradition du socialisme, est à remettre fondamentalement en question (Foucault, M., 2001, *Dits et Ecrits*. Vol 2, p. 398. Gallimard) » (Laval, 2018, p. 253). « Tout recommencer depuis le début », cela ne pourrait-il pas signifier, pour les professionnels

de l'accompagnement à l'orientation, de cesser de centrer leurs interventions sur le développement de l'employabilité telle qu'elle est définie par les organisations actuelles du travail ? Différemment : cela ne pourrait-il consister dans l'élaboration de modes d'accompagnement des individus ou des collectifs les aidant à réfléchir à des formes de vie active contribuant à un développement équitable et durable, à un travail décent et humain, à une justice sociale et à une solidarité universelle, etc. ? Une telle proposition peut sembler utopique. Néanmoins si, comme le pense Foucault, l'émancipation consiste pour l'être humain « non à retrouver sa vraie nature mais à se produire lui-même par des 'pratiques de liberté', c'est sans doute par de « telles pratiques utopiques » que notre société pourra « se réinventer elle-même » (Laval, 2018, p. 255).